

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Juillet 2019



Le président de la confédération Ueli Maurer s'exprime sur le 1er août : "Nous pouvons être fiers de notre pays."



PAGES 3 - 5

C'est pourquoi nous avons besoin de l'initiative de limitation : l'immigration incontrôlée nuit à la Suisse.



PAGES 8 - 9

L'affaire Pilatus : la Berne fédérale détruit des emplois en Suisse



PAGES 14 - 15



L'UDC Suisse vous souhaite un magnifique 1er août



L'UDC dans les médias

La résistance est plus nécessaire que jamais



Ueli Maurer en planche de salut

17.07.2019 • Arctinfo • PHILIPPE CASTELLA

ÉLECTIONS Une démission du conseiller fédéral pourrait relancer une campagne électorale bien mal emmanchée par l'UDC, qui est hors-jeu sur la question du réchauffement climatique, jusqu'ici dominante. PAR PHILIPPE CASTELLA Plusieurs raisons pourraient pousser Ueli Maurer à annoncer son départ à son retour de vacances, notamment pour redonner un coup de fouet à la campagne électorale de l'UDC. keystone Ueli Maurer a beau avoir crié sur tous les toits qu'il resterait au Conseil fédéral jusqu'en 2023, voire au-delà, les rumeurs sur son possible départ à la fin de l'année alimentent les discussions et les paris à Berne, d'autant que la course à sa succession pourrait relancer une campagne électorale bien mal engagée par son parti, l'UDC. Petit tour d'horizon des raisons qui pourraient pousser le Zurichois à annoncer son départ à son retour de vacances. 1.

UN ÂGE QUI FRISE LES RECORDS Ueli Maurer aura 69 ans le 1er décembre. Cela fera de lui le conseiller fédéral le plus âgé depuis Pierre Graber (PS/NE), qui démissionna à cet âge-là en 1978. Pour trouver un ministre septuagénaire, il faut remonter à Eduard von Steiger (UDC/BE), qui s'est retiré à tout juste 70 ans, en 1951, ou, plus loin, à Gustave Ador (LIB/GE), qui a pris sa retraite à 74 ans en 1890. Dans les habitudes helvétiques d'avoir des ministres aussi âgés. 2.

03.06.2019, 11:46

Jean-Luc Addor demande que la perte d'un bébé soit prise en charge par l'assurance



PAR SG

Réagir à cet article

SANTÉ Le conseiller national UDC valaisan a déposé une motion pour un changement de la base légale en ce sens.

Une femme qui perd son bébé avant la treizième semaine de grossesse n'est actuellement pas remboursée par l'assurance maladie de base pour la prise en charge de ses soins, un curetage par exemple. «Une discrimination éthiquement indéfendable et scientifiquement infondée», selon le conseiller national UDC Jean-Luc Addor, qui a



Bientôt ce sera le 1er août, date à laquelle nous célébrons l'anniversaire de notre pays. Une belle occasion pour montrer que nous sommes fiers et reconnaissants à la fois, d'autant plus que les raisons ne manquent pas.

Nous devrions en effet être reconnaissants pour ce que nos ancêtres ont accompli. Ils ont travaillé dur et dirigé avec sagesse, et ont fini par jeter les bases d'une vie libre, autonome et prospère pour les générations futures. Ils ont, grâce à la participation démocratique de la population, construit l'Etat dans lequel nous vivons aujourd'hui libres et en toute sécurité.

Nous pouvons être fiers car nous ne nous reposons pas sur nos lauriers ni ne dilapidons notre patrimoine. Bien au contraire, nous retroussons nos manches tous les jours et œuvrons pour préserver et consolider ce qui a été accompli pour les générations futures. Fiers nous pouvons l'être également car nous sommes toujours indépendants, malgré toutes les tentations et les menaces. C'est là l'un des grands mérites de l'UDC.

Nous avons connu, pendant la Seconde Guerre mondiale, le

danger de tout perdre. La Suisse était coincée entre les puissances de l'Axe et une attaque n'était pas exclue. Lorsque nous écoutons le discours radiophonique prononcé en juin 1940 par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, qui était également président de la Confédération, Marcel Pilet-Golaz, on a l'impression que le Conseil fédéral avait capitulé intérieurement. Il est fort possible que la Suisse telle que nous la connaissons et l'aimons n'existerait pas si le général Henri Guisan n'avait pas, le 25 juillet 1940 lors du Rapport du Rütli, réveillé l'esprit de résistance des Suisses.

L'UDC est la seule force qui offre une résistance

Aujourd'hui encore, la démocratie directe, les valeurs et la prospérité de la Suisse sont menacées. La pression exercée sur le Conseil fédéral n'est évidemment pas la même que pendant la dernière guerre. L'on a donc d'autant plus de peine à comprendre ses hésitations et qu'il soit disposé à s'abandonner à une puissance étrangère. La résistance est donc nécessaire aujourd'hui encore, comme il y a 79 ans, bien que les circonstances soient complètement différentes. L'UDC est la seule force politique prête à relever ce défi. Aidez-nous à faire en sorte que ce ne soit pas le dernier anniversaire de la Suisse, dans la liberté, la prospérité et la sécurité.

Albert Rösti

**Albert Rösti, Conseiller national
Président de l'UDC Suisse**



Visitez un événement d'un de nos parlementaires UDC le 31 juillet ou le 1er août dans votre région : www.udc.ch/1er-aout/



«La fête nationale est une belle occasion pour nous montrer fiers de notre pays»

Le président Ueli Maurer aime le 1er août patriotique : l'anniversaire de la Suisse est en effet l'occasion pour les Suissesses et les Suisses, qui sont par ailleurs de nature plutôt modeste, de montrer qu'ils sont fiers de leur pays. La Suisse est un pays merveilleux, prospère et qui fonctionne bien, un pays qui doit être transmis à la prochaine génération.



Le président de la Confédération, Ueli Maurer, a déjà vécu de nombreuses belles fêtes nationales : « Le plus beau, c'est lorsque l'on sent l'enthousiasme des gens. »

Qu'est-ce que la patrie pour vous ?

En Suisse, je me sens chez moi. Je le remarque surtout quand je reviens de l'étranger. Même si la région visitée était belle et intéressante, une fois de retour au pays, je me dis toujours : me revoilà chez moi, c'est à ce pays que j'appartiens. Je pense que chaque personne a besoin d'un tel endroit, où elle sent qu'elle y a tout simplement sa place. Et plus notre vie moderne devient instable et trépidante, plus il est important d'avoir une maison, également pour contrebalancer un monde globalisé.

Qu'allez-vous dire aux Suissesses et aux Suisses pour ce

1er août ?

Que nous vivons dans un pays merveilleux, prospère et qui fonctionne bien. Que nous le devons en grande partie aux générations qui nous ont précédés, à qui nous avons pu reprendre notre système libéral. Mais cela implique également une grande responsabilité. Il y a deux choses que vous pouvez faire avec un héritage : vous pouvez le gaspiller ou le préserver et le transmettre. J'espère que nous aurons la force et la clairvoyance nécessaires pour transmettre à la prochaine génération notre beau pays !

Quelle est votre façon préférée de célébrer cette fête ?

Le 1er août est la fête d'anniver-

saire de la Suisse. Même nous, tout modestes que nous soyons, pouvons être fiers de notre pays. C'est pourquoi j'aime bien quand cette fête baigne dans une belle ambiance

patriotique : ce qui signifie également chanter notre hymne national tous en chœur, que flottent ça et là quelques drapeaux suisses, et le soir place aux feux. Sans oublier de partager le tout avec de bonnes gens, chose qui va en général de soi. Je me souviens de célébrations du 1er août très différentes les unes des autres, au cours desquelles une farandole s'est formée spontanément et où je suis resté assis beaucoup plus longtemps que prévu.

Y aura-t-il un cervelas pour vous le 1er août 2019 ?

Seulement un ?

Le plus beau 1er août de votre vie...

J'ai déjà vécu beaucoup de belles célébrations du 1er août, mais la plus belle est toujours celle que l'on vit ici et maintenant - quand on peut se plonger quelque part en Suisse dans une ambiance festive, sentir l'enthousiasme de tous ces gens bénévoles qui font tout de A à Z, quand on peut discuter avec les citoyens, quand toutes celles et ceux qui se rassemblent sont heureux et satisfaits de vivre dans un si beau pays. J'ai toujours hâte de vivre une telle fête !



«Seuls ceux qui ont vu le monde savent à quel point tu es belle et forte, merveilleuse Suisse. C'est pourquoi je te souhaite encore de nombreuses années de stabilité, de sécurité et de fiabilité. Joyeux anniversaire, Helvetia.»

*Gianna Hablützel-Bürki,
candidate au Conseil national et
au Conseil des Etats (BS)*



«Pour moi, la patrie est l'endroit où ma famille vit, où nous nous sentons en sécurité, protégés et compris, où nos valeurs sont vécues. Le 1er août, nous devrions nous rappeler ce qui a fait le succès de la Suisse. Nous devons nous y tenir, en particulier à cette démocratie directe qui est unique en son genre.»

*Fabien Widmer, candidat Jeunes UDC
au Conseil national (BE)*



«La patrie est pour moi ce que nos parents nous ont donné à nous autres enfants sur le chemin de la vie: amour et gratitude envers notre patrie et nos racines historiques et culturelles. S'ouvrir et respecter ce qui est nouveau.»

*Monika Rügger,
candidate au Conseil national (OW)*



«La patrie créée avec passion et sang-froid par nos ancêtres est un bien inestimable qui mérite notre respect. Elle est synonyme de sécurité et de protection. Nous devons prendre soin d'elle.»

Therese Schläpfer, conseillère nationale (ZH)



«Pour moi, la patrie, c'est là où je suis chez moi et où je reviens toujours avec plaisir. Pour moi, la patrie c'est l'identification à la culture, aux traditions et aux valeurs, mais aussi la sécurité et la stabilité.»

Felix Müri, Conseiller national (LU)



«J'espère que tous ceux qui sont prêts à renoncer à notre indépendance et à notre démocratie populaire unique en son genre en signant l'accord-cadre institutionnel ouvriront les yeux le jour de la Fête nationale.»

Hansjörg Knecht, conseiller national et candidat au Conseil des Etats (AG)



«La liberté, la sécurité, l'indépendance et l'autodétermination marquaient déjà les débuts de la Confédération. Un fondement qui nous permet aujourd'hui de vivre dans la paix et la prospérité. Laissez-nous nous en charger !»

Verena Herzog, conseillère nationale (TG)



«Le 1er août, je suis fier de ma patrie, de mes racines, de notre liberté. Prenons-en soin avec une saine confiance en soi.»

Ruedi Eberle, candidat au Conseil national (AI)

A quel point faut-il être riche pour voter à gauche et vert ?

Dans sa récente prise de position intitulée «Halte au pillage de la classe moyenne par la gauche écologiste», l'UDC calcule ce que signifie pour le portefeuille des citoyennes et des citoyens la politique du patron du PS, Christian Levrat et de son équipe.



L'UDC lutte contre la politique asociale du PS et des Verts: le conseiller national Michaël Buffat (VD), le président du parti Albert Rösti (BE), le président du groupe Thomas Aeschi (ZG) et la conseillère nationale Diana Gutjahr (TG), (de g. à dr.).

La gauche ne veut qu'une seule chose : de l'argent, de l'argent et encore de l'argent. Elle se sert sans vergogne dans le portemonnaie des citoyennes et des citoyens. Les interventions du PS et des Verts visent pour l'essentiel à priver le peuple de l'argent qu'il a durement gagné et à le redistribuer. Parce que le thème est actuellement porteur, le PS et les Verts cherchent de l'argent pour des thématiques écologiques. Cette politique écologique peut rapidement coûter plus de 20'000 francs par année à un ménage familial. «A quel point doit-on être riche pour pouvoir voter pour des thèmes proposés par la gauche et les Verts?», s'est

donc demandé à la fin juin le président de l'UDC, Albert Rösti, lors de la présentation aux médias de la prise de position de notre parti. Cette politique pratiquée par la gauche et les Verts est particulièrement asociale et irresponsable: «Elle touche principalement les revenus les plus modestes et la classe moyenne – les jeunes gens en formation, les familles, les pendulaires et les locataires. Bref, toutes celles et ceux qui se lèvent chaque matin, retroussent leurs manches et travaillent dur.»

Les milieux de gauche ne se satisfont pas de tout ce que l'État perçoit déjà aujourd'hui sous forme d'impôts, de taxes et de redevances. Non,

comme l'ont récemment montré les exemples les plus récents qui ont fleuri à la suite du «débat sur le climat», il s'agit bel et bien et avant tout d'une vieille exigence, à savoir: l'augmentation générale des impôts fédéraux, cantonaux et communaux.

Pour le simple citoyen, les coûts de l'énergie seront bientôt inabornables

Ce moment climatique est bien évidemment exploité de manière éhontée, en particulier pour exiger, par exemple, une augmentation de 20 centimes du prix du litre d'essence, ce qui peut rapidement se traduire par un montant pouvant aller jusqu'à 450

francs pour un ménage familial. Mais cela ne suffit bien sûr pas pour cibler une mobilité qui est nécessaire pour la quasi-totalité d'entre nous: les milieux verts lorgnent vers un péage routier d'environ CHF 1'000 pour 10'000 km parcourus, à quoi Aline Trede et Sibel Arslan rêvent d'ajouter une déduction pour les pendulaires mais accordée uniquement aux automobilistes «qui utilisent un véhicule avec zéro émission de CO2 pour aller au travail». Les exigences de gauche seraient également



préjudiciables à l'industrie, comme l'explique Diana Gutjahr, chef d'entreprise et conseillère nationale UDC: «La hausse du prix de l'essence ou l'introduction de péages entraîneraient pour notre entreprise familiale des coûts annuels supplémentaires de plus de 60'000 francs. La Suisse en tant que place économique ne peut se le permettre, raison pour laquelle nous devons combattre la politique de gauche.»

Mais la question de la mobilité ne marque évidemment pas la fin de l'histoire. Une nouvelle taxe sur le CO2 pour le mazout est en effet d'ores et déjà en train d'être concoctée, ainsi qu'une interdiction générale des chauffages au mazout, une «taxe sur le courant sale» tiré de l'énergie atomique, toutes mesures qui se traduiront logiquement par une hausse des coûts de l'énergie pour le simple citoyen. Mais ce n'est pas encore fini... ce ne sont là que quelques exemples de la manière

dont on nous ponctionnera à l'avenir.

Suppression de la déduction pour enfants, pénalisation des couples mariés et conséquences fiscales d'une adhésion à l'UE

Ceci n'est qu'un petit extrait de tous les coûts que l'alliance gauche-verte est en train de nous concocter. Et, difficile à croire, ladite alliance ne veut plus de déductions pour enfants dans la déclaration d'impôts, bien que ces déductions représentent un soulagement particulièrement bienvenu pour les ménages familiaux. La gauche et les Verts veulent remplacer cette suppression des déductions pour enfants par un «crédit pour enfants», ce qui sonne bien, mais qui signifie une fois de plus que l'argent doit d'abord être perçu par le biais des impôts et ensuite faire l'objet d'une redistribution, avec une nouvelle bureaucratie à la clé. Pour Thomas Aeschi, président du groupe UDC, «l'abolition des possibilités de déduction fiscale, par exemple pour les enfants, pour les pendulaires ou pour les assainissements écologiques est particulièrement perfide». Les Verts et la gauche punissent ainsi tout particulièrement les familles, les travailleurs, les épargnants et les propriétaires de logements. «En d'autres termes, la population active qui assume ses responsabilités», ajoute Aeschi.

Le PS, les Verts et les Verts libéraux rejettent également au niveau du Conseil national l'initiative populaire fédérale «Pour le couple et la famille – non à la pénalisation du mariage». En Suisse, quelque 450 000 couples seront ainsi désavantagés sur le plan fiscal, pour la simple raison qu'ils sont mariés. L'alliance gauche-verte veut donc que les couples paient 1260 francs de plus une fois mariés, afin, soi-disant, de «ne pas consolider une image sociétale anachronique et surannée» et d'éviter des «milliards de pertes pour les caisses de la Conféd-

ration.»

La politique du PS promeut également une augmentation de la TVA d'au moins 15%, comme membre de l'Union européenne. Ce serait donc une fois de plus les faibles revenus et les petites et moyennes entreprises qui seraient particulièrement touchés. On peut donc affirmer sans autre que, globalement, l'Etat ne cesse de grossir. Depuis 1990, les dépenses fédérales ont en effet plus que doublé. «Il est temps de rappeler à la gauche que chaque franc dépensé doit d'abord être gagné», déclare Michaël Buffat, conseiller national UDC. «Les dépenses du gouvernement fédéral ont augmenté en moyenne de 3% par année et augmentent donc plus rapidement que l'économie elle-même.»

Poursuite des dépenses incontrôlées pour couvrir les coûts sociaux, le «développement» à l'étranger et un grossissement croissant de l'Etat

Les recettes supplémentaires prévues serviront en fin de compte à financer la poursuite de la politique des Verts et de la gauche, à savoir: un revenu de base pour tous - y compris pour les réfugiés déboutés -, encore plus de milliards versés à l'«aide au développement» pour les pays étrangers, une couverture encore plus étendue des coûts sociaux qui ne cessent d'augmenter et des subventions induites par une politique migratoire malavisée.

Celles et ceux qui pensent que l'Etat doit gagner et dépenser toujours plus d'argent devraient voter pour le PS et les Verts.

Lisez la prise de position de l'UDC sous la rubrique environnement du site web : www.udc.ch/parti/positions/documents-de-fond/

La Suisse doit reprendre le contrôle de son immigration

Il n'y a guère de sujet qui soit discuté de manière aussi peu objective que l'immigration. Il est clair que l'immigration incontrôlée entraîne des bouleversements culturels, des problèmes de sécurité, met à rude épreuve les services sociaux et impose une expansion massive des infrastructures. La sélection des immigrants présente un grand intérêt pour l'économie. Il est donc d'autant plus incompréhensible que les associations professionnelles rejettent toute réglementation efficace.



Un accord sur la libre circulation des personnes n'est pas nécessaire pour satisfaire les besoins de l'économie, ce qu'il faut, c'est une gestion autonome de l'immigration.

Pour un petit pays comme la Suisse, une immigration illimitée peut rapidement avoir des conséquences catastrophiques. La population de notre pays a bien compris la situation en acceptant l'initiative contre l'immigration de masse.

Malheureusement, les politiciens sont trop souvent éloignés des préoccupations de la population. Ils vivent dans leur monde et ne ressentent pas

la réalité à laquelle sont confrontés nos citoyens. C'est ainsi, qu'ils ont fait tout afin d'éviter que l'initiative de 2014 soit appliquée. Ils ont trahi leur serment de respecter la constitution. Nous devons aujourd'hui leur rappeler qu'en Suisse, c'est le peuple qui décide et personne n'est au dessus de sa volonté.

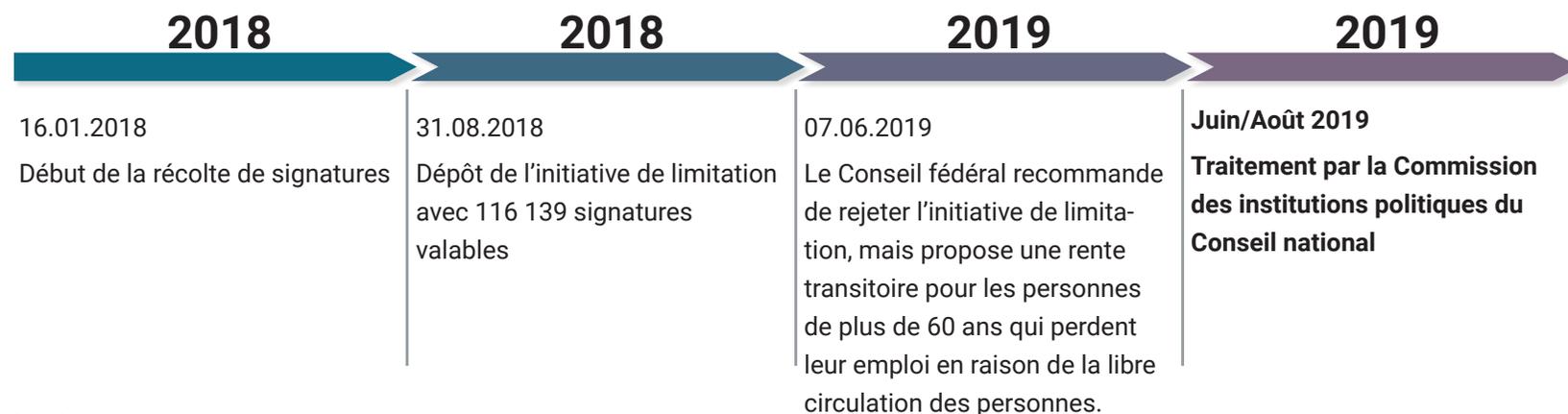
Qui mieux que nous-mêmes sait ce qui est bon ou

mauvais pour nous ?

La population vit au quotidien les conséquences de l'immigration massive que nous vivons depuis quelques années avec l'accord de libre circulation.

Les infrastructures de notre pays ont atteint leurs limites de capacités, nous attendons encore une augmentation de 26% du trafic d'ici 2040, ce qui

«Feuille de route» pour l'initiative de limitation



signifie encore des milliers d'heures d'attente dans des bouchons ou alors des transports publics bondés.

L'augmentation constante de l'immigration a également des effets concrets sur le marché du logement.

Il devient de plus en plus difficile de trouver un logement et la forte demande liée à ces nouveaux arrivants a fait monter les prix des loyers ainsi que les prix des biens. Il arrive souvent que des jeunes ne puissent plus rester dans la région où ils ont grandi à cause de l'augmentation excessive des prix du logement.

L'immigration massive que nous subissons a également pour effet de peser négativement sur le bilan environnemental de la Suisse. Et la seule solution de la gauche : taxer et inter-

dire encore plus.

Parallèlement à l'augmentation de l'immigration, nous subissons une augmentation de la criminalité étrangère avec les coûts énormes que cela entraîne.

Dans le canton de Vaud par exemple, plus de 90% des prisonniers sont d'origine étrangère.

Mais la pire des conséquences pour notre population reste la situation compliquée sur le marché de l'emploi, y compris pour les salariés étrangers déjà établis chez nous qui sont souvent évincés en premier du marché du travail par des nouveaux immigrants souvent moins chers et mieux formés. Ces personnes ne rentrent alors pas dans leur pays d'origine mais restent chez nous et se retrouvent à charge du chômage et ensuite à charge de nos institutions sociales. C'est ainsi

qu'alors que la proportion d'étrangers est d'environ 25% dans notre pays que ces gens sont généralement à plus de 50% dans les chiffres du chômage ou des services sociaux.

Il est urgent que la population réagisse avant qu'il ne soit trop tard. Nous sommes un pays souverain et il est prioritaire que nous reprenions le contrôle de nos frontières. C'est à nous de décider qui vient et qui ne vient pas chez nous et surtout quelle quantité. Nous avons besoin d'une immigration modérée qui correspond au besoin de notre économie et non une immigration massive qui péjore notre qualité de vie.

Conseiller national
Michael Buffat
Vuarrens (VD)



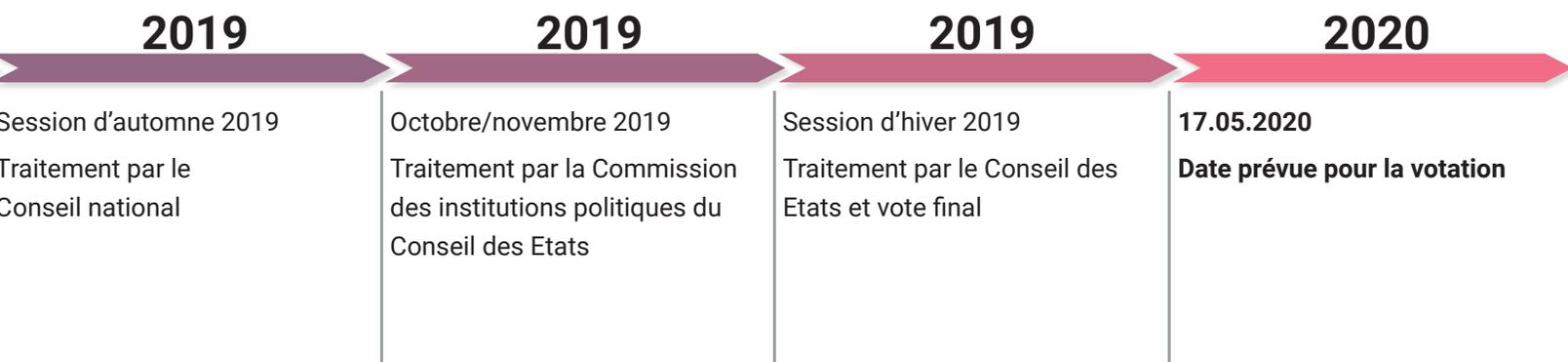
«Modération pour une immigration modérée - Cette initiative se voit déjà confrontée au refus du Conseil fédéral et aux diktats étrangers. Elle se veut autonome et donne toute latitude à notre économie de marché tout en ciblant nos voisins; ils pèsent lourd sur nos exportations, notre PIB et sur nos pôles économiques et scientifiques. Modération et réflexions s'imposent !»

Candidat au Conseil national, Yvan Rion, 65, séparé, Administrateur de sociétés, Crans-Montana (VS)



«Il suffit de quelques chiffres pour comprendre le calvaire des Genevois. Avant l'entrée en vigueur de la libre circulation, 33'000 frontaliers travaillaient à Genève. Aujourd'hui, 110'000 européens occupent des emplois et ce nombre ne cesse d'augmenter. Pour les Genevois, le marché du travail est sous une pression insupportable. C'est pourquoi l'initiative de limitation est urgente et nécessaire !»

Candidate au Conseil national, Marie-Agnès Berrinat, 31, célibataire, Courtepointière, Genève (GE)



Les délégués résistent à la manie redistributrice irresponsable de la gauche

Les délégués de l'UDC Suisse se sont réunis fin juin à Orbe, dans le canton de Vaud. Ils ont à cette occasion déclaré la guerre au pillage par la gauche du portemonnaie de la classe moyenne et adopté à l'unanimité un manifeste pour combattre la manie redistributrice irresponsable et l'égalitarisme de la gauche et de ses partisans.

Voici le manifeste :



„Manifeste du 29 juin 2019 pour une politique écologique intelligente“

La gauche ne veut qu'une chose : de l'argent, de l'argent et encore de l'argent. Elle prend cet argent dans les poches des gens qui travaillent et qui font des efforts. Nous combattons vigoureusement cet asservissement et cette rééducation des citoyennes et des citoyens et cette ruée vers leur porte-monnaie. Nous affirmons donc :

- Celles et ceux, qui ne veulent pas payer 20 centimes de plus par litre de carburant, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas imposer 2000 francs de taxes routières de plus par an aux familles et aux pendulaires, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas charger les familles de 495 francs supplémentaires par an pour ladite « taxe sur électricité sale », (taxes sur l'électricité des centrales nucléaires et au charbon) votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas dépenser 1500 francs de plus par an pour se chauffer, votent UDC ;
- Celles et ceux qui ne veulent pas dépenser 2616 francs de plus par an pour de l'électricité solaire obligatoire, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas remplacer la démocratie directe par le diktat européen, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent continuer d'alléger les charges des familles grâce aux déductions fiscales, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent empêcher un doublement de la TVA de 7,7% aujourd'hui à 15% de TVA (taux minimal dans l'UE), votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas payer deux fois plus pour les billets d'avion, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas interdire les chauffages à mazout pour ne pas subir des hausses de loyer, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent (ou ne peuvent !) pas dépenser jusqu'à 2500 francs de plus par à cause de nouvelles prescriptions écologiques, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas d'un impôt national sur les successions, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent conserver la concurrence fiscale pour payer moins d'impôts, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent conserver le frein à l'endettement au profit des générations à venir, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent verser moins de milliards à l'étranger, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui n'admettent pas qu'un jeune requérant d'asile coûte plus par mois qu'un rentier AVS suisse, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui ne veulent pas donner à un requérant d'asile récalcitrant autant d'aide sociale qu'à un Suisse de 60 ans ayant travaillé toute sa vie, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent que le travail rapporte plus que l'aide sociale, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui refusent de verser l'aide sociale aux requérants d'asile déboutés et criminels, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent contrôler et freiner l'immigration dans l'Etat social suisse, votent UDC ;
- Celles et ceux, qui veulent moins de prescriptions, d'impôts, de redevances et de taxes, votent UDC.



Une belle ambiance : le conseiller national Michaël Bufat (VD) plaisante avec des participants à l'AG.



Quelque 300 délégués et invités se sont retrouvés par une belle journée estivale sous la tente dressée sur l'Esplanade du château d'Orbe.



Le président du parti, Albert Rösti, a souhaité la cordiale bienvenue aux jeunes candidats vaudois au Conseil national.



Le président de la Confédération Ueli Maurer (de dos) et le ministre de l'économie Guy Parmelin en pleine discussion.



Les intermèdes musicaux étaient notamment assurés par l'Ensemble de Cuivres de Froideville.



La conseillère nationale Céline Amaudruz a montré dans son discours comment la politique de la gauche et des Verts en matière d'immigration ruinait la Suisse.



Ambiance patriotique assurée avec ces joueurs de cor des Alpes.



Le conseiller national Jean-Luc Addor (VS) en pleine discussion avec des collègues valaisans.



Des applaudissements pour les jeunes candidats : le secrétaire général Emanuel Waeber et le président de la Confédération Ueli Maurer.

Les participants à l'AG ont pu déguster de la bière et des vins de la région aux stands dressés par des producteurs locaux.



Le président du parti Albert Rösti appelle à la résistance contre l'accord avec l'UE.

Le milliard de cohésion doit être versé à l'AVS et non pas à l'UE

L'AVS est l'assurance sociale la plus importante de notre pays. Compte tenu de l'évolution démographique et de l'allongement de l'espérance de vie, l'AVS doit être financièrement assurée. Mais pas unilatéralement sur le dos de la classe moyenne et de la jeune génération.

Peu avant le début des vacances d'été, le conseiller fédéral Alain Berset a rendu publique sa proposition controversée concernant la réforme de l'AVS. Il entend pour l'essentiel assainir l'AVS avec de nouveaux impôts principalement, à savoir une augmentation de la TVA de 7,7 à 8,4 pour cent. Une nouvelle augmentation des impôts et des taxes réduirait toutefois encore plus la compétitivité du commerce et le pouvoir d'achat des Suisses. Avec 41,7 pour cent, la quote-part fiscale est, en Suisse, déjà nettement supérieure à la moyenne de l'OCDE. Avec l'augmentation des déductions salariales dans le cadre du projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS, la proposition de Berset assainirait unilatéralement l'AVS sur le dos de la classe moyenne et de la jeune génération (voir graphique). L'UDC rejette fermement cette proposition. Il s'agit

au contraire de détourner un milliard de francs destinés à la coopération au développement et de le verser dans les caisses de l'AVS; le milliard de la cohésion devrait être utilisé à cette même fin et non pas être versé à l'UE.

Les projets d'Alain Berset coûtent beaucoup trop cher et mènent à une société à deux vitesses

Le conseiller fédéral Berset souhaite par ailleurs augmenter pendant un certain temps une partie des nouvelles rentes AVS (pour la génération dite «transitoire»), et ce, malgré la situation financière tendue que connaît cette dernière, ce qui entraînerait des dépenses supplémentaires de quelque 700 millions de francs. Ce supplément de rente aggraverait encore plus la situation financière de l'AVS. Par ailleurs, cela déboucherait à terme sur

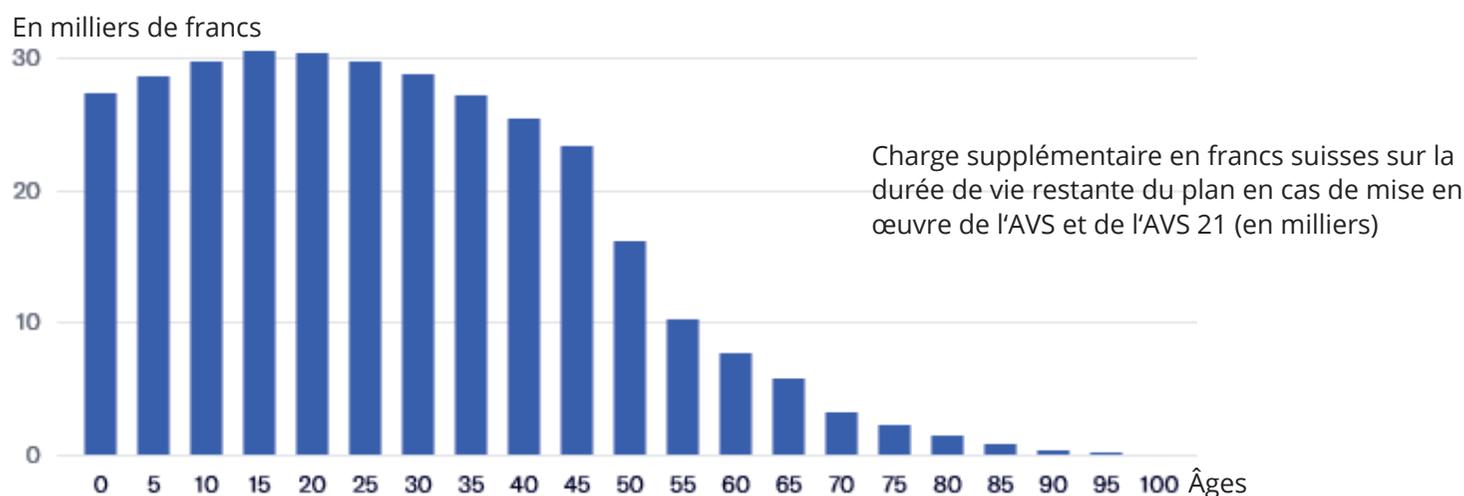
une société à deux vitesses pour les rentes AVS et ce nouveau supplément serait pérennisé, même si l'on prétend le contraire aujourd'hui.

Enfin, Alain Berset propose que l'âge de la retraite des femmes soit aligné sur celui des hommes. L'UDC soutient l'âge de la retraite de 65 ans pour les femmes et pour les hommes, car l'espérance de vie a fortement augmenté en un temps relativement bref: au tournant du millénaire, elle était en effet de 77 ans pour les hommes et de 82,6 ans pour les femmes; en 2017, elle était de 81,4 ans pour les hommes et de 85,4 ans pour les femmes.

Conseiller national
Thomas Aeschi
Baar (ZG)



Avant tout les jeunes payeurs



Base 2016. Hypothèses: intérêt réel de 2% par an, croissance de la productivité de 1% - Source: UBS - Université de Fribourg en Brisgau (publié dans la NZZ du 25.6.2019)

Les calculs de l'UBS et de l'Université de Fribourg-en-Brigau montrent que la charge supplémentaire pour le financement de l'AVS pour les personnes de 0 à 40 ans s'élève de CHF 25'000 à CHF 30'000 par personne. Les jeunes doivent en effet payer beaucoup plus longtemps que les personnes plus âgées par le biais des impôts et des retenues salariales et compte tenu du fait que l'on n'est pas parvenu à assurer l'équilibre financier de l'AVS.»

La Berne fédérale détruit des emplois

Le Département des Affaires étrangères a déposé plainte pénale contre le constructeur d'avions Pilatus Flugzeugwerke. L'approche arbitraire des fonctionnaires du DFAE met en danger le plus grand employeur de Nidwald et l'ensemble de l'économie suisse.



Ce que les fonctionnaires du Département des affaires étrangères proposent dans le cas de Pilatus est absurde.

Photo copyright : Albert Frank

Mais que se passe-t-il donc au Conseil fédéral et chez ses fonctionnaires du Département des affaires étrangères (DFAE)? Ce dernier contraint l'avionneur Pilatus Flugzeugwerke à se retirer de plusieurs pays arabes. Le Département dirigé par Ignazio Cassis (PLR) a également déposé plainte contre Pilatus pour violation de la «loi sur les mercenaires»...

Qu'a fait Pilatus ?

Le constructeur suisse a livré des avions à l'Arabie saoudite et aux Émi-

rats arabes unis, et ce avec l'approbation du Conseil fédéral. Sont incluses dans ces livraisons les services d'assistance technique et les garanties de maintenance. Les usines Pilatus sont maintenant coincées.

Imaginez un propriétaire de garage autorisé à vendre une voiture mais pas à l'entretenir. On comprendrait parfaitement que le client cherche un autre garagiste. Par leur manière de procéder, les fonctionnaires du DFAE mettent en danger l'existence même de

Pilatus Flugzeugwerke. Ceux qui ne sont pas en mesure d'offrir un package complet incluant les travaux d'entretien ne peuvent tout simplement pas livrer d'avions. C'est la concurrence qui doit être ravie.

Le conseiller fédéral Guy Parmelin soutient Pilatus

Avec plus de 2000 collaboratrices et collaborateurs, Pilatus est le plus important employeur du canton et un important formateur de main-d'œuvre qualifiée. En effet, cette seule année,

l'entreprise a formé avec succès 36 jeunes hommes et femmes dans 13 métiers. Et maintenant, ces professionnels sont soupçonnés tout à coup d'être des «mercenaires» ?

Le Parlement ne voulait pas de loi anti-Pilatus

Ce que proposent le DFAE et ses fonctionnaires est absurde. Le Parlement avait approuvé une loi sur les mercenaires, qui empêcherait les sociétés mercenaires étrangères comme Blackwater de s'établir en Suisse, mais

certainement pas une loi anti-Pilatus!

L'attitude du Département de l'économie dirigé par Guy Parmelin (UDC), qui est clairement à l'origine des obligations contractuelles du constructeur d'avions Pilatus et d'autres sociétés exportatrices, en témoigne également. Une entreprise a besoin d'un cadre politique fiable et non d'interprétations arbitraires de la part de fonctionnaires individuels. Ces derniers doivent être stoppés.

Que faut-il faire ?

Le Conseil fédéral dans son en-

semble doit immédiatement corriger cette décision contradictoire du DFAE, décision qui est extrêmement dommageable pour le monde du travail suisse, et le Parlement doit clarifier la loi sur les mercenaires afin de stopper les fonctionnaires du DFAE.

Conseiller national
Peter Keller
Hergiswil (NW)




dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

MARKUS REZZONICO
SVP-Delegierter Kanton Solothurn
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61
markus.rezzonico@dietschi.ch

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

VOTRE
ANNONCE
ICI



DFSK

Petit polyvalent pour grandes exigences

CHF 14'950.-*

Aussi disponible en 4x4!**
** traction intégrale débrayable manuellement avec réducteur

C35 Fourgon
*Prix hors 7,7% TVA, PVC

WWW.DFSK.SWISS

DFSK SWISS FINISH

VOTRE
ANNONCE
ICI

VOTRE
ANNONCE
ICI

VOTRE
ANNONCE
ICI

Plus de 60'000 lecteurs en Suisse alémanique et en Suisse romande. Romandie.
Renseignements par courrier électronique à l'adresse suivante :
franc-parler@udc.ch.

Fête du parti & lancement de la campagne

Tous les invités sont les bienvenus! Le 31 août 2019, Sattel (SZ)

dès 9h30	Fanfare de Sattel
10h30	Ouverture avec l'hymne national suisse
10h40	Allocation de bienvenue par le président du gouvernement schwytois Roland Lutz
10h45	Lancement avec le président du parti Albert Rösti
11h00	Vive la Suisse – Es lebe die Schweiz, Guy Parmelin, conseiller fédéral
11h10	«Confédérés, attention à Morgarten!», Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral
11h25	La liberté et la sécurité au lieu de l'égalitarisme et la redistribution, Thomas Aeschi, président du groupe UDC Suisse
11h40	Montrer la Suisse comme un modèle de bien-être, Roger Köppel, conseiller national
11h55	Renforcer la Partie – Préserver la Suisse, Marcel Dettling, conseiller national
12h05	Adrian Amstutz, directeur de la campagne électorale, et Oskar Freysinger, directeur de la campagne pour la Suisse romande
12h15	Pause de midi
13h15	Musique pour la Suisse. Les Partyhelden
13h45	Ueli Maurer, président de la Confédération
14h00	La Confédération de la liberté, Sandra Sollberger, conseillère nationale, Céline Amaudruz, conseillère nationale, Marco Chiesa, conseiller national
14h15	Engagements électoraux de toutes les candidates et de tous les candidats de tout le pays
14h45	Finale avec les Partyhelden pour la Suisse, puis bar et dîner avec les jeunes UDC du canton de Schwyz



Bulletin de commande

Veillez m'envoyer carte(s) d'invité!

Fête du parti et lancement de la campagne électorale du samedi 31 août 2019 à Sattel (SZ)

Nom / prénom

Rue / N°

NPA/Lieu Canton

Nous vous prions de bien vouloir commander les cartes d'invités jusqu'au vendredi 23 août 2019 au plus tard.
Union démocratique du centre UDC – Case postale, 3001 Berne / Tél. 031 / 300 58 58, Fax 031 / 300 58 59, e-mail gs@svp.ch